L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 2 OCTOBRE 1872. 40me Année.

DUFOUR & LIMET, PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS

NOUVELLE-ORLEANS.

MERCREDI MATIN, 2 OCTOBRE.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par E. Roger & Co, rue Bienville—vente spéciale de bottes, souliers, brodequins congrès communs, manufacturés à Philadelphie &c.

Par Story Bros., No. 16 de la rue de Chartres, 200 caisses bottes, souliers et brodequins.

Par Hoffman, Marks & Co., à leur salle d'encan, au Rondé de la rue de Chartres—Riche assortiment, lingerie de messieurs, chapeaux et marchandises assorties.

Par Vincent & Co., aux Nos 65 et 66 de la rue de la Bourse—marchandises sèches étrangères et américaines.

ANNONCES POLITIQUES.

Toute annonce émanant d'un club ou d'une association politique quelconque devra être payée comptant si on ne désire l'insérer dans l'Abeille. Cette pour laquelle cette condition n'aura pas été remplie ne pourront point dans nos colonnes

SPECTACLES.

Mercredi, 2 octobre 1872.

Une confusion générale.

La confusion est générale, et elle, et la nécessité où l'on est d'en sortir semble l'augmenter. Tout le monde comprend que ce qu'il y a de plus important à faire aujourd'hui, c'est une bonne désignation de candidats pour les places de ville qui sont élective. Cela est tout aussi important que de faire de bonnes désignations de candidats pour la législature. Un conseil de ville mal composé fait trop souvent des ordonnances ruineuses, et qui met plus tard la législature dans l'obligation d'approuver et de voter une augmentation d'impôts. Il est donc de première importance d'avoir pour députés et pour administrateurs de ville des hommes intègres, au-dessus de tout soupçon de vénalité ou de corruption. Est-ce donc impossible à trouver? Non, certes. On trouverait en grand nombre de tels hommes à la Nouvelle-Orléans, si on voulait les prendre, et pas un de ces hommes ne refuserait de servir, s'il se sentait appuyé par de bons citoyens, ne désirant, comme lui, qu'une chose, la prospérité de la cité. Il ne faut donc pas dire que ces hommes manquent parce qu'ils ne briguent pas les suffrages des électeurs; il faut dire seulement qu'ils ne se mettent pas en avant parce qu'ils savent qu'on ne les prendrait pas.

Il y a ici trois partis qui veulent nommer des candidats réformateurs. Eh bien qu'ils nomment des candidats et que tous ces candidats soient soumis au choix d'un comité général qui désignera les plus dignes. Si tous le monde est animé de bonnes intentions, si tout le monde est impressionné à former une bonne administration municipale, les candidats seront tous bons et la désignation ne sera pas difficile à faire, car qui ne tiendra pas à honneur de dire: j'ai nommé celui qui m'a paru réunir le plus de qualités désirables; j'ai désigné l'homme qui m'a paru le plus grave, le plus honnête et le plus capable.

Ces bonnes intentions admises chez tous, comment se fait-il qu'on n'aboutisse à rien et qu'on ne puisse annoncer aucune candidature? Le temps presse cependant. Il faut agir au plus vite, car la répulsion s'augmente d'heure en heure; les électeurs en sont désespérés, et le crédit de la ville qui inquiète de si honnêtes gens, baisse sans cesse.

Un journal prétend que les plus coupables sont ceux qui refusent de payer leurs taxes. Mais si elles sont trop lourdes et qu'ils ne les payent pas parce que réellement ils ne peuvent pas les payer, quels sont les vrais coupables? Nous le demandons au *Times*, les vrais coupables ne sont-ils pas ceux qui, revêtus malheureusement de quelque pouvoir municipal, ont administré la municipalité comme un pays conquis et l'ont dépouillée de toutes ses ressources! Le *Times* peut-il trouver mauvais, qu'après tant d'années de souffrance, ces contribuables se laissent aller à l'espoir qu'une administration nouvelle fera quelques choses pour eux en allégeant immédiatement un fardeau qui les écrase? Il y a certainement dans la pétition de faire payer une taxe qui est au-dessus des moyens des contribuables, et qui dépasse leurs revenus, une confusion d'idées profonde.

Cette confusion en amène d'autres. Elle fait croire aux employés de la ville qu'ils seraient payés en beaux dollars comptans, si les contribuables, de leur côté, payaient la ville. C'est là une grande erreur. Les contribuables payeraient tout qu'il y aurait encore un déficit de $700,000 par an, lequel déficit s'augmenterait sans cesse avec la consolidation des certificats de dettes, car ces certificats qui ne portaient pas d'intérêt, en rendront un désormais et cela concurremment avec les dettes les plus honnêtes de la ville. Comment la ville supportera-t-elle ces charges multipliées?

La confusion ici est énorme, et les employés qui se plaignent—nous pouvons citer au premier rang de ces plaignants les professeurs des écoles,—ne comprennent pas ce qu'ils font.

Une autre confusion serait de faire aux uns un avantage refusé aux autres. Supposons que les salaires des professeurs soient payés chaque mois intégralement en monnaie courante, les travailleurs demanderont le même faveur; comment pourrait-on la leur refuser? Les travailleurs sont quelquefois au nombre de 1,200 par jour; ajoutez à ce nombre, les officiers de l'administration, et vous verrez à quelle somme énorme s'élèvera la monnaie courante qu'il faudra verse pour le premier contenter tout le monde. Il ne faudrait rien moins que cinq millions en greenbacks pour répandre cette ronde bienfaisante parmi les bourgeois de la ville et servir l'intérêt des bons consolidés.

Mais cette mesure imposerait une autre augmentation de taxe, car le bill de conversion n'est pas obligatoire. L'accepte qui veut. Si les détenteurs de certificats de dette préfèrent le payement aux bons, rien ne peut les forcer à prendre ces derniers et alors il faudra payer aussi les certificats en monnaie courante. Si on ne les paye pas, c'est la banqueroute que reposant absolument les honnêtes gens dans une partenie plus haut.

Et sérieusement tout cela pourra-t-il s'accomplir avec le déprécissement progressif de l'administration des réformateurs et les réformistes, comme tout l'annonce, l'emportent dans les élections? Conçoit-on une réduction de taxe sans une réduction de dette? Et si une réduction de dette n'a pas lieu et prochainement, la banqueroute est certaine. Il y a en ce moment pour $1,400,000 de taxes arriérées pour l'année 1871 seulement. A combien l'arriéré s'élèvera-t-il l'année prochaine sur la base du même assessement et du même taux? Chaque année la ville est plus épuisée. C'est être fort modéré que de porter à deux millions le montant qui restera dû l'année prochaine à percevoir. Que sera-ce donc si la taxe est augmentée, comme il est à-peu près certain qu'elle sera, la ville étant gouvernée par deux qui veulent à tout prix en soutenir le crédit. On peut, sans crainte d'erreur, porter cet arriéré à trois millions.

Telle est la confusion d'idées à laquelle [illegible] ville, sont justement ceux qui, sans le savoir, font tout pour le faire croître; et les plus fameux ennemis de la république et de la banqueroute, sont ceux qui clament le plus sérieusement l'une ou l'autre. Il y a bien d'autres confusions dont nous parlerons une autre fois.

—Le vrai mérite ne gagne pas tout d'un coup la faveur publique, il se fait apprécier à mesure qu'on apprend à le connaître. C'est le cas pour la BONNE SEMAINE SUPERBE, qui, offerte depuis peu à la consommation, commence déjà à prendre un rang distingué. Essayez-la, et vous en ferez plus ample connaissance.

Revue des Journaux.

Le *Picayune* expose de nouveau la question du chemin de fer qui doit nous relier avec le Texas. Il croit pouvoir dire que les citoyens intelligents dans les intérêts se rattachent à l'avenir commercial de la Nouvelle-Orléans tient presque tous en faveur de l'établissement de la voie, mais il ne se dissimule pas qu'un petit nombre de capitalistes — et parmi eux M. Hugh McCloskey, membre du conseil des quinze — ne partagent pas entièrement l'opinion des cinquante à l'endroit du plan que ces derniers soupportent.

— M. McCloskey, dans une lettre adressée à M. Sam. H. Kennedy, président du comité chargé de recevoir les souscriptions, s'exprima ainsi:

Je désire voir l'établissement des deux chemins de fer Vermillionville et Opelousas, et celui de Donaldsonville à Thibodaux—Ed.) et souscrirai libéralement aussitôt que le plan qu'on propose atteindra le but désiré. Vos deux derniers adeptes à ce sujet, je crois, ne sont pas assez nombreux pour rendre possible, que les vampires ne se maintiennent en s'abreuvant indéfiniment du sang de la Nouvelle-Orléans qui développera en peu d'années la richesse de Pennsylvanie.

Nous appelons particulièrement l'attention sur l'adoption [illegible] de la mutualité [illegible] du 29 septembre dernier. Il présente, comme on le verra, cette mutualité [illegible] 1873. Les dividendes seront déclarés trimestriellement [illegible] juin et septembre. Après [illegible] de 2 1/2 par cent [illegible] le surplus des bénéfices sera divisé [illegible] ratis entre les déposants [illegible] comptes quotidiennes et les actionnaires [illegible] le montant de leurs actions. Ce système tout en avantageant les déposants [illegible] également aux actionnaires [illegible] aura pour résultat d'augmenter [illegible] et par là les moyens d'action de la banque.

Grande fabrique de [illegible]. — Nous prenons plaisir à recommander aux [illegible] de la ville et de la campagne, les négociants, grocers, pharmaciens, confiseurs, etc., le grand établissement de MM. Brosse et Reisse, rue de la Vieille-Levée, Nos 191 et 193, de la rue de la Vieille-Levée. Nos [illegible] et fabriques sont les plus vastes, les plus perfectionnés et avec les meilleures premières de choix, toutes les espèces de candies, de bonbons, de liqueurs, de sirops et de confitures, sont des meilleures qualités. Leur assortiment est complet et leurs prix sont très modérés. Nous recommandons [illegible] établissement à nos amis du commerce; ils y trouveront toujours un grand assortiment, une qualité supérieure, des prix modérés et une prompte exécution des commandes.

Nous appelons l'attention sur la vente [illegible] de bonne qualité, qui aura lieu aujourd'hui, à 10 heures, chez MM. Lewis & Jamison, No 126 de la rue du Canal. Ces messieurs ont reçu un assortiment complet [illegible] qu'ils offrent à des prix très [illegible] Nous recommandons [illegible] de se rendre à leur vente aujourd'hui.

Le Sucrier No 2, Terrebonne.—Nous avons eu le plaisir de recevoir hier la visite de M. [illegible] rédacteur du *Sucrier de la Louisiane*, un des journaux les plus [illegible] de l'intérêt de la Louisiane. M. Gilbert passera quelques semaines à la Nouvelle-Orléans pour recueillir des abonnements et des annonces. Son domicile est au No 8 South street, rue à vis de la Poydras. Nous recommandons [illegible] de notre commerce; [illegible] lorsque nous [illegible] un meilleur journal.

Banque Nationale d'Etat.—Nous publions aujourd'hui [illegible] le bilan de cette banque arrêté au 28 septembre dernier. Il présente, comme on le verra, cette [illegible] 1873. Les dividendes seront déclarés trimestriellement [illegible] juin et septembre. Après [illegible] de 2 1/2 par cent [illegible] le surplus des bénéfices sera divisé [illegible] ratis entre les déposants [illegible] comptes quotidiennes et les actionnaires [illegible] le montant de leurs actions. Ce système tout en avantageant les déposants [illegible] également aux actionnaires [illegible] aura pour résultat d'augmenter [illegible] et par là les moyens d'action de la banque.

Grande fabrique de [illegible]. — Nous prenons plaisir à recommander aux [illegible] de la ville et de la campagne, les négociants, grocers, pharmaciens, confiseurs, etc., le grand établissement de MM. Brosse et Reisse, rue de la Vieille-Levée, Nos 191 et 193, de la rue de la Vieille-Levée. Nos [illegible] et fabriques sont les plus vastes, les plus perfectionnés et avec les meilleures premières de choix, toutes les espèces de candies, de bonbons, de liqueurs, de sirops et de confitures, sont des meilleures qualités. Leur assortiment est complet et leurs prix sont très modérés. Nous recommandons [illegible] établissement à nos amis du commerce; ils y trouveront toujours un grand assortiment, une qualité supérieure, des prix modérés et une prompte exécution des commandes.

Nous appelons l'attention sur la vente [illegible] de bonne qualité, qui aura lieu aujourd'hui, à 10 heures, chez MM. Lewis & Jamison, No 126 de la rue du Canal. Ces messieurs ont reçu un assortiment complet [illegible] qu'ils offrent à des prix très [illegible] Nous recommandons [illegible] de se rendre à leur vente aujourd'hui.

Bourses Nouvelles.—La maison Barrière, rue du Canal, 132, vient de recevoir une grande factare de soieries noires des fabriques Ponson, Guinet, Renaud,—dames qui ne se coupent pas et qui sont d'une qualité supérieure. Les dames sont invitées à aller les examiner.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Nos administrateurs sont parfois très jovials et ils ne dédaignent pas précisément le petit mot pour rire quand l'occasion [illegible] se présente.

Chargés de régler les destinées de la population de la Nlle-Orléans, ils aiment à se dépouiller souvent de leur caractère officiel pour se mêler à la foule et pour [illegible] comme les autres mortels.

L'un d'eux ayant été invité, hier, par le maire, à occuper le fauteuil présidentiel, déclina cette [illegible] de crainte de [illegible] un [illegible] de bonne humeur.

Nous appelons particulièrement [illegible] l'attention sur l'élection [illegible] du 9